



# **Après 50 ans d'aide au développement en Afrique, la pauvreté a-t-elle baissé ?**

**NGOA LEMBO Lucien<sup>1</sup>**

© GSJ

<sup>1</sup> L'auteur NGOA LEMBO Lucien est diplômé d'Etat en Chimie biologique, titulaire d'un graduat en sciences économiques et de gestion à l'ULPGL/Goma et d'une licence en gestion financière à l'ULPGL/Goma

**Résumé :** Cet article avait pour objectif de faire l'analyse critique de l'efficacité de l'aide au développement après 50 ans en Afrique. Pour arriver à nos résultats, nous avons utilisé de l'analyse synthétique des travaux ayant précédemment porté sur l'aide au développement. Les résultats ont prouvé que certains pays africains ont pu se développer grâce à l'aide au développement en Afrique (La Côte d'Ivoire, le développement de la culture du coton en Afrique de l'ouest,...) et d'autres non, la différence majeure réside en matière de gouvernance des classes dirigeantes, Donc il faut que les classes dirigeantes des pays receveurs de l'aide au développement aient l'esprit de bonne gouvernance.

**Abstract:** This article aimed to critically analyze the effectiveness of development aid in Africa. To arrive at our results, we used the synthetic analysis of work that had previously focused on development aid. The results proved that some countries (the Ivory Coast, the development of cotton cultivation in West Africa, etc.) were able to develop thanks to development aid and others did not, the major difference lies in the governance of the ruling classes. Therefore, the ruling classes of the countries that have received development aid must have a spirit of good governance.



## INTRODUCTION

Il y a quelque temps de cela (au moins un quart de siècle), la vie dans le monde de l'assistance au développement apparaissait sans complication : rares étaient ceux qui mettaient en doute le bien-fondé de l'aide au développement. L'aide était notamment vue comme un instrument de politique étrangère. Elle était supposée favoriser l'intérêt propre (au sens étroit du terme) des donateurs. Cependant, l'empathie (ou l'altruisme) expliquait également la fourniture d'aide : Il était permis de penser que le bien-être des pays en développement constituait un des arguments de la fonction, objectif du donneur. Ceci suffisait à justifier l'aide au développement, dans la mesure où le développement des pays du sud (tiers monde) requérait une combinaison de financements extérieurs à des fins d'investissements ainsi que l'assistance technique. Les bailleurs pouvaient évidemment jouer un rôle dans la fourniture de chacun des deux. (P. Jacquet et al, 2005).

D'une manière générale, l'aide internationale vise à promouvoir la bonne gouvernance de multiples manières, les résultats escomptés étant les suivants : que l'aide produise un changement positif, qu'elle suscite des bonnes réformes et qu'elle mène à la bonne gouvernance. (P.S. Kim, 2009)

L'objectif de cet article est de faire la synthèse des travaux ayant porté sur l'analyse de l'efficacité de l'aide au développement. Ce travail, outre l'introduction et la conclusion, comporte deux parties :

La première partie porte sur une revue de littérature sur l'aide au développement.

La seconde partie porte sur une analyse synthétique des travaux ayant porté sur l'analyse de l'efficacité de l'aide au développement.

# I. CONSIDERATIONS THEORIQUES SUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

## I.1 DEFINITION

L'aide publique au développement est un transfert des ressources entre deux pays se manifestant par des prêts, des investissements, voire des dons. Généralement l'aide publique se fait entre un pays développé et un pays sous-développé, mais il existe aussi une aide entre pays développés, c'est notamment le cas du plan Marshall. L'aide au développement constitue généralement plus ou moins 0,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) ou du Produit National Brut (PNB) (A. SILEM et al, 2004, P.19).

## I.2 BREF HISTORIQUE

L'aide publique au développement (APD) a connu une croissance régulière passant à prix constant d'un peu moins de 40 milliards de dollars en 1960 à environ 140 milliards en 2015. Mais son poids relatif comme sources de financement a décliné. L'aide publique au développement qui représentait plus de 50% de flux extérieurs nets de capitaux vers le pays en développement en 1969, n'en représente plus que 25% tout au plus au milieu des années 2010. Parallèlement, la géographie de l'aide s'est fortement modifiée avec une forte réduction du nombre des pays éligibles : Plus de 55 pays en développement du comité d'aide au développement (CAD), le forum de l'OCDE qui réunit les plus grands fournisseurs de l'aide vers ces pays s'est tari. Ils sont parfois devenus, comme la Corée du Sud, à leurs tours des pays donateurs l'année 2015 à plus de 7 milliards de dollars. Dans les pays moins avancés (PMA), l'APD représente 70% de flux extérieurs nets. Cela montre que l'aide reste un élément incontournable du financement du développement des pays les plus pauvres, ce qui était sa principale vocation originelle (P. JACQUEMOT, 2015, P. 29). Selon le rapport de l'OCDE, en 2018 les pays donateurs membres du comité d'aide au développement ont consacré 149 milliards de dollars américains soit 132 milliards d'euros comme aide au développement.

Bien qu'historiquement les flux d'A.P. D, aussi bien bilatéraux que multilatéraux, n'aient pas toujours évolué de façon constante, ils atteignent aujourd'hui un niveau record qui implique de se questionner quant à leur efficacité.

### I.3 FONDEMENTS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

L'écosystème de l'aide au développement repose sur plusieurs fondements (P. JACQUEMOT, 2015, P. 29) :

- ❖ Historique : Le devoir de mémoire a eu sa place même s'il a perdu de son influence : n'est-il pas légitime d'assumer une réparation pour la colonisation ? En même temps, l'aide s'est inscrite dès son origine dans un contexte éminemment politique : la reconstruction de l'Europe et de l'Asie, la décolonisation et la guerre froide.
- ❖ Théorique : Le modèle de croissance keynésien à double déficit fait de l'aide étrangère un complément quand elle est défaillante. D'autres modèles d'inspirations néoclassiques reposent sur la coopération mutuellement bénéfique pour en faire un jeu à somme positive : les pays aidés, ne sont-ils pas des consommateurs de demain ?
- ❖ Ethique : La compassion a également pris place, faisant naître le sanglot de l'homme blanc » : comment ne pas demeurer bienveillante et secourable devant la pauvreté, facteurs de risques locaux et mondiaux ?
- ❖ Diplomatique : De nombreux indices laissent penser que les instruments de l'aide sont encore pour une part non négligeable, placés au service du dessein de préserver des intérêts stratégiques. En augmentant le nombre de ses bénéficiaires, un Etat donateur élargit le nombre des alliés sur les grands sujets aux nations unies et dans d'autres enceintes.
- ❖ Economiques : La préservation d'une aire politique (et aussi linguistique et culturelle) n'est pas sans rapport de besoin de garder des espaces privilégiés, avec des retours avantageux pour les entreprises des pays donateurs. Souvent les pays donateurs de l'aide au développement exigent aux pays receveurs d'importer les produits de ses entreprises ou que ces derniers exportent ses matières premières au bénéfice des entreprises de pays donateurs.
- ❖ Géostratégiques : Certains enjeux tournent autour de gestion des biens publics mondiaux. La montée en puissance des risques globaux est un facteur majeur d'une potentielle déstabilisation des modèles de développement classiques : nul ne saurait s'exonérer de ses responsabilités mondiales en matière de climat, d'environnement ou de sécurité, fussent-elles différenciées selon les pays.

#### **I.4 COMPTABILISATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

Selon le comité d'aide au développement (CAD), pour qu'une dépense relève de l'aide au développement et soit comptabilisée en tant que telle, elle doit satisfaire quatre conditions (P. JACQUEMOT, op cit, p.30) :

- 1) Etre une dépense qui émane des collectivités locales et des Etats ;
- 2) Versée au bénéfice des pays et territoires sur la liste de bénéficiaires d'APD ou des organismes publics ;
- 3) Ayant pour objectif essentiel déclaré le développement ;
- 4) Assortie des conditions financières favorables, en l'occurrence comporter un élément don de 25% au moins.

Depuis 1969 l'APD est reconnue comme étalon de solidarité internationale.

#### **I.5 DIVERSES FORMES D'AIDES AU DEVELOPPEMENT**

L'aide au développement prend diverses formes. On distingue : L'aide multilatérale : qui transite par les organismes internationaux spécialisés (BIRD, Unicef, PNUD...) et l'aide bilatérale : C'est l'aide qui va directement d'un Etat à un autre. Elle est dite Liée lorsque le pays donateur impose au pays bénéficiaire des conditions d'achat des biens ou des fournitures en retour. Les motivations de l'aide *liée* sont essentiellement de deux ordres : économiques et politiques. Du point de vue économiques, le donateur impose au receveur de consacrer tout ou partie de l'aide reçue à l'achat de ses biens et services. L'argent reçu est dans ce cas dépensé dans le pays donateur et sert ainsi à promouvoir les exportations. Selon l'OCDE (2006), seulement 41,7% du total de l'aide publique au développement est non liée. De manière générale cette aide sert à préserver ou à créer ou à renforcer les relations diplomatiques entre pays.

L'objectif de l'aide publique au développement est de favoriser le développement économique et le niveau de vie des pays en développement (PED) : Programmes d'amélioration de l'accès à l'eau potable, soins médicaux, accès à l'électricité, à l'école, accès à des logements décentes ou encore à un environnement préservé. Il peut s'agir d'aide humanitaire dans les situations d'urgence. Les prêts consentis à des fins sont exclus d'aides publiques au développement. Toutefois une partie de l'aide au développement concerne les allègements de la dette et la coopération technique (A. BEITONE et al, 2019).

## **II. L'AIDE AU DEVELOPPEMENT, A-T-ELLE REDUIT LA PAUVRETE ?**

### **II.1 CRITIQUES A L'ENCONTRE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

Depuis une cinquantaine d'années, les critiques à l'encontre de l'aide publique au développement s'inspirent de trois postures idéologiques de base (G.Carbonnier, *l'aide au développement une fois de plus sous le feu de la critique*): néomarxiste, populiste et néolibérale. Aujourd'hui les attaques les plus vives contre les systèmes d'aide opèrent une synthèse inattendue entre ces divers courants à priori antagonistes.

Pour les critiques néomarxistes ou radicaux de gauche, l'A.P. D est d'abord un instrument de domination des pays industrialisés sur les pays pauvres. Teresa HAYTER (1971) affirme dans son ouvrage « Aid as imperialism » que l'aide fournie par la banque mondiale et les pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sert avant tout les intérêts de tous les pays occidentaux et de leurs entreprises transnationales. Ces critiques néomarxistes montrent un lien entre l'aide et le pouvoir de domination

La critique populiste est apparue à la fin de la période coloniale. Elle estime qu'il vaut mieux allouer l'argent du contribuable aux priorités économiques et sociales nationales plutôt que de le gaspiller pour apporter une aide inefficace à des dirigeants corrompus dans des pays lointains.

La critique néolibérale met l'accent sur le nombre d'effets pervers de l'aide. Selon les tenants de ce courant, l'A.P. D contribue à gonfler les effectifs d'administrations publiques pléthoriques et inefficaces dans les pays destinataires. De plus, l'A.P. D apporte un soutien à des régimes et des dirigeants corrompus et non démocratique.

### **II.2 POINTS DE VUE DES SCIENTIFIQUES SUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

Certains scientifiques pensent que l'aide au développement ne réduit pas la pauvreté, c'est le cas de Peter Bauer qui affirme que l'aide est le seul point commun des divers pays du tiers monde. Supprimez l'aide et du même coup vous supprimez les tiers mondes qui n'a aucune espèce d'unités, d'où le paradoxe suivant : « L'aide externe est la source du conflit Nord/Sud et non la solution ». Pour lui l'aide est un obstacle au développement car elle réduit les peuples à la condition d'assistés. En Afrique elle a favorisé la mise en place des

infrastructures et d'investissements improductifs, qui ne peuvent fonctionner en suite que par sa prolongation permanente (administration, universités, compagnies aériennes, sidérurgies...). Ainsi le dualisme de la société est renforcé sans que le secteur productif progresse. L'aide alimentaire a eu des effets pervers bien que connus en concurrençant la production locale, et en décourageant les paysans de produire. L'aide renforce les gouvernements en place et la « Poursuite de politiques qui retardent la croissance et exacerbent la pauvreté, persécution des minorités productives, destruction du système commercial, restrictions aux capitaux étrangers, collectivisations, prix décourageant la production alimentaire, etc. » (Bauer). L'aide ne permet pas de réduire la pauvreté, car elle va, non aux pauvres, mais à leurs dirigeants, et à la vérité, aider les responsables sur base de la pauvreté de leur population a plus de chance d'encourager les politiques d'appauvrissements que d'y faire obstacle (J. BRASSEUL, 1985, P.30).

Ce point de vue a été également développé par Ruffin (86) à propos de l'Éthiopie : « Plus l'Éthiopie maintient des orientations économiques erronées et désastreuses et plus elle pourra continuer à demander (et à recevoir) l'aide internationale », (J. BRASSEUL, Idem).

D'autres critiques ont été énoncées par W. Easterly l'aide au développement ne peut avoir un effet positif pour les bénéficiaires dans la mesure où celle-ci est accordée en fonction des programmes de développement déterminés par des « planificateurs professionnels » extérieurs aux réalités locales, incapables de prendre en compte toutes les complexités pratiques auxquelles ils vont inévitablement être confrontés (P. JACQUEMOT, op cit, p.31).

Une autre critique particulièrement virulente a été faite par Dambisa Moyo (2009), selon elle, l'aide fatale encourage la corruption et permet à des régimes de se maintenir artificiellement (P. JACQUEMOT, idem).

Ces idées sont même soutenues par certains leaders africains. C'est le cas de Ngozi Okonjo-Iweala, ancienne ministre des finances du Nigeria, qui avait dit : « La baisse de l'aide au développement est une chance pour l'Afrique » (L. Bigot, 2015).

Pour l'ancien président malien Amadou Toumani Touré la main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne. Pour lui, la principale ressource en Afrique n'est pas dans le sous-sol, elle est sur son sol, ce sont ses hommes et ses femmes qui méritent bien mieux que le discours ambiant sur le « toujours plus d'aide » et qui méritent surtout bien plus de considération et d'attention de la part de leurs dirigeants. Organisons cette conférence

mondiale pour programmer la fin de l'aide publique au développement car je suis convaincu d'une chose, c'est que l'Afrique n'a pas besoin de charité. Elle mérite bien mieux (L. Bigot, *idem*).

La thèse anti-aide rejoint le point de vue de nombreux économistes du sud (des pays sous-développés). Pour l'économiste Zambienne Dambisa Moyo : « A la lumière de mon expérience de diplomate, je dois avouer que je ne suis guère plus optimiste. ». Selon Dambisa Moyo, l'Afrique aurait bénéficié de plus de mille milliards de dollars d'aide depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Afrique peut soutenir son développement sans être assistée. Pour cela il faudra changer les mentalités et ce ne sera pas une mince affaire. Pour cette économiste l'aide au développement a accentué la pauvreté et a ralenti la croissance (L. Bigot, *idem*).

« Il faut apprendre à ne pas se coucher sur la natte des autres » écrivait l'historien Burkinabé Joseph Ki-Zerbo, fustigeant les comportements des dirigeants africains, cherchant ailleurs des modèles inaptes à conceptualiser et à impulser une voie endogène de développement (P. JACQUEMOT, *op cit*, p.31.)

Ces critiques en forme des brillants paradoxes peuvent bien contenir une part de vérité, mais oublient que l'aide a quand même des effets positifs, et surtout qu'en son absence, de nombreux pays ne pourraient simplement plus fonctionner.

Pour les pays les plus pauvres en Afrique et en Asie, elle demeure irremplaçable. Il suffit d'imaginer, après l'effondrement des cours des matières premières, les chocs pétroliers, la hausse des taux d'intérêts, les catastrophes naturelles, enfin, ce qui se produirait si l'aide venait de cesser. Pour le comprendre, autrement dit, il faut se garder d'une position extrême qui consisterait à jeter le bébé avec l'eau du bain. En réalité la diversité des situations à travers le monde interdit de généraliser. Dans de nombreux cas l'aide externe a permis de faciliter la croissance économique. Ainsi, l'ouverture du port d'Abidjan dans les années cinquante est à l'origine de l'expansion de la côte d'Ivoire, le développement de la culture du coton en Afrique de l'Ouest a été permis par l'assistance étrangère (Giri). Le succès de la Corée du Sud et de TAIWAN ont été facilité au départ par l'aide. On peut ajouter qu'après 40 ans de fonctionnement, les mécanismes de l'aide au développement se sont améliorés et ont bénéficié de l'expérience et des erreurs réalisées (notamment les effets négatifs sur les secteurs productifs sont mieux compris et pris en compte) (J. BRASSEUL, *op. Cit.*, p. 31).

Ainsi, tenant compte de ces critiques divergentes, « la seule voix raisonnable est d'améliorer l'aide et non de l'abandonner » (Lewis). L'aide à elle seule ne peut pas engendrer le

développement, mais il sera très efficace pour accompagner et faciliter un processus de croissance en cours, dont les ressorts sont essentiellement d'origine interne et pour les pays les plus pauvres du tiers monde, elle constitue un apport indispensable. Pour Burnside et Dollar (1997 ;2000), à côté de l'aide au développement, il faut aussi la bonne gouvernance dans la gestion de la classe dirigeante du pays receveur de l'aide au développement (P. Jacquet, 2006)., je suis de même avis avec eux et Pierre Calame qui avait dit que : « La bonne gouvernance est le chemin le plus sûr pour en finir avec la pauvreté et soutenir le développement » car la bonne gouvernance consiste en la gestion des affaires publiques dans la transparence et le respect de l'intérêt général et la bonne gouvernance implique non à la corruption et non au détournement du fait qu'en 2020 selon la conférence des nations unies sur le commerce et le développement l'économie africaine a perdu 88 milliards de dollars américains en septembre 2020 suite à la corruption, la fraude fiscale... or cet argent aurait servi à financer les projets de développement dans l'économie africaine qui aurait à son tour créée de l'emploi et cette création d'emploi influencerait positivement les conditions de vie. Aussi en 2020 en République Démocratique du Congo, selon le rapport du Fonds Humanitaires de la RDC 14,5 millions de dollars ont été allouées à la sécurité alimentaire faisant d'elle le secteur le plus financé par le fonds humanitaire, malheureusement selon le rapport du Programme Alimentaire Mondiale de la même année 2/3 de congolais vivent en insécurité alimentaire et selon le rapport annuel de Transparency International de l'an 2020, la RDC est classée 170<sup>ème</sup> sur 180 dans l'indice de perception de la corruption.

## CONCLUSION

En conclusion, l'aide au développement n'a presque pas réduit la pauvreté, Elle seule ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Certains pays ont pu se développer grâce à l'aide au développement (La Coré du sud, le Taiwan, la Côte d'ivoire...) et dans d'autres pays l'aide au développement n'a pas eu d'effets positifs significatifs, la différence majeure entre ces deux catégories de pays réside en matière de gouvernance, voilà pourquoi il faut aussi qu'il y ait une classe dirigeante ayant l'esprit de bonne gouvernance dans le pays recevant de l'aide au développement pour que ça ait d'effets positifs significatifs. Sur ceux nous recommandons aux dirigeants africains d'avoir toujours l'esprit de bonne gouvernance et la gestion axée sur les résultats comme leur philosophie de gouvernance.



## **CONSEILS AUX DIRIGEANTS AFRICAINS POUR BOOSTER L'ECONOMIE AFRICAINE**

L'agriculture doit être le chemin prioritaire des dirigeants africains car dans le processus du développement la croissance agricole précède le développement économique et l'Afrique compte 60% de terres arables du monde (Division de l'agriculture de l'Union Africaine, 2021). Dans cette croissance agricole on doit prôner l'agriculture biologique et non l'agriculture avec engrais chimique car l'agriculture biologique préserve bien l'environnement et les aliments de la dite agriculture contribue positivement à la santé humaine que ceux de l'agriculture avec engrais chimique et ce qui cadre avec le développement durable et cette croissance agricole doit être accompagné/suivi par la promotion des industries manufacturières à grandes mains d'œuvres et faibles exigences technologiques qui doit aussi être accompagnée/Soutenue par des bonnes politiques commerciales :Subvention à l'exportation aux entreprises, protectionnisme éducateur et/ou quotas à l'importation et surtout avec les pays des autres continents comme c'était le cas de l'Ethiopie qui a ,durant une dizaine d'années, connue une croissance économique avec un taux de croissance économique à deux chiffres depuis 2000 . Cette croissance agricole doit être précédée par le rétablissement de la paix (Qui nécessite un bon climat d'unité et des bonnes coopérations entre Etats africains), la construction des bonnes infrastructures la promotion d'un bon système financier inclusif par la promotion de la microfinance et penser à augmenter la capacité productive de l'énergie car une bonne croissance de l'industrie doit obéir au triangle wébérien qui implique la proximité du marché, la proximité des matières première et la proximité de l'énergie nécessaire à la production de la dite industrie . Mais il faut aussi une classe dirigeante ayant l'esprit de bonne gouvernance. Mon conseil aux dirigeants est qu'ils doivent savoir qu'un bon leader doit prioriser les intérêts de sa population et agir toujours en faveur de sa population et doit savoir que tout leader rendra compte auprès de Dieu et le leadership est une charge à supporter et non un luxe aux détriments de la population. En matière monétaire, j'encourage les dirigeants africains à penser à la création d'une union ou zone monétaire africaine car ça augmentera au continent l'influence sur le marché de change et cet usage de la monnaie commune sur le plan continental renforcera les transactions commerciales intracontinentales africaines et l'unité africaine.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

1. A. BEITONE et al, *Dictionnaire des sciences économiques 6<sup>ème</sup> édition*, Edition Dunod, Paris, 2019
2. A.SILEM et al, *lexique d'économie*, édition DALLOZ, Toulouse, 2004
3. J. BRASSEUL, *Introduction à l'économie du développement*, édition Armand Colin, Paris, 1985
4. P. JACQUEMOT, *Dictionnaire du développement durable*, édition Sciences Humaines, Paris, 2015

### Articles

5. P. Jacquet et al, *Fondements, allocation et impact de l'aide*, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2005>  
[Avril 2017]
6. L. Bigot, *L'aide au développement n'aide pas l'Afrique*, disponible sur : [https://mobile.lemonde.fr/afrique/2015/12/14/l-aide-publique-au-developpement-n-aide-pas-l-afrique\\_4831732\\_3212](https://mobile.lemonde.fr/afrique/2015/12/14/l-aide-publique-au-developpement-n-aide-pas-l-afrique_4831732_3212)  
[Le 24septembre2021]
7. G.Carbonnier, *l'aide au développement une fois de plus sous le feu de la critique*, disponible sur <https://journals.openedition.org/poldev/122>  
[Le 24 septembre 2021]
8. P.S. Kim, *L'énigme Aide-Bonne gouvernance*, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2009>  
[Mai 2017]
9. P. Jacquet, *les enjeux de l'aide au développement*, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-941>  
[Le 4septembre 2021]

**NGOA LEMBO LUCIEN**, Gradué en sciences économiques et de gestion et licencié en gestion financière

**ngoalembo@gmail.com**